

Plan de soutien 2015 à l'élevage français

Demande de prise en charge partielle de cotisations sociales salariées Producteurs de Porcs, employeurs de main-d'œuvre

à retourner à la MSA avant le 14 décembre 2015

Situation de l'exploitation

N° Siren : N° pacage (N° de référence des aides PAC)

Individuelle Identifiant personnel MSA :

Nom-Prénom :

Adresse :

Commune :

Sous forme sociétaire : Gaec Earl Autres

Dénomination sociale :

Adresse du siège d'exploitation :

Associés exploitants :

Nom-Prénom	Age	Date installation

Surface : SAU (total de l'exploitation individuelle ou sociétaire) : ha

Productions	Chiffre d'affaires sans DPU (dernier connu) Exercice :	%	
Porcs			<i>Pour les productions en intégration, indiquer dans la colonne « Chiffre d'affaires » le montant de la prestation perçue multiplié par 5.</i>
Sous-Total		%	Demande non recevable si % inférieur à 50 %
Viande bovine			Bovins vendus Effectif
Production laitière			Droit à produire Quantité produite
Ovins – Caprins			
Autres activités (à préciser)			
TOTAL		100 %	

**Demande non recevable si le chiffre d'affaires Porc est inférieur à 50 %
du chiffre d'affaires total, sans DPU.**

Salariés présents dans l'entreprise ou de l'exploitation en 2014

Demande non recevable si l'employeur a déclaré moins d'un ETP (Equivalent Temps Plein) au cours de l'année 2014.

<i>Nombre Salariés sous CDI</i>	<i>Soit équivalent temps plein *</i>	<i>Nombre Salariés sous CDD</i>	<i>Soit équivalent temps plein *</i>

* Nombre total d'heures déclarées / 1607 heures

Situation financière

Régime fiscal : Réel *obligatoirement*

Bilan économique au : (date du dernier arrêté comptable)

Ratios économiques de l'exploitation :

	Année N-1	Année N	Variation
Chiffre d'affaires porcs	€	€	%
Taux d'endettement global (Total de dettes/ Total Actif)	%	%	%
Pour les sociétés, taux d'endettement global consolidé	%	%	%
dont taux d'endettement court terme	%	%	%
Annuités	€	€	%
EBE (Excédent brut d'exploitation)	€	€	%
Annuités sur EBE	%	%	%
Trésorerie nette	€	€	%
Prélèvements privés	€	€	%
Total bilan	€	€	%

Demande non recevable si :

- Ratio Annuités sur EBE inférieur à 35 % sur dernier arrêté comptable

Observations sur votre situation

.....

.....

.....

.....

.....

Règlement CE n°1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013
Application des articles 107 et 108 du traité CE aux aides de minimis
dans le secteur de l'agriculture
Publié au JO de l'Union européenne L 352 du 24 décembre 2013

La présente aide relève du régime « de minimis ».

J'atteste sur l'honneur :

- avoir perçu (décision d'octroi ou paiement) au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux derniers exercices fiscaux la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre des aides « de minimis » agricoles

<i>Intitulé de l'aide</i>	<i>Date de la décision d'octroi (ou date de paiement si absence de décision)</i>	<i>Montant perçu</i>
	Total (A)	€

- avoir demandé mais pas encore reçu la décision correspondante ni le paiement, la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre des aides « de minimis » agricoles

<i>Intitulé de l'aide</i>	<i>Date de la demande</i>	<i>Montant demandé</i>
	Total (B)	€

Total des montants à comptabiliser sous le plafond de minimis	Total (A) + (B)	€
---	-----------------	---

- sollicité auprès de la MSA, dans le présent formulaire, une aide relevant du régime « de minimis » agricole.

Nota

Si la somme des montants perçus et des montants demandés au titre des aides « de minimis » excède 15 000 €, l'aide sollicitée dans le présent formulaire ne sera pas accordée.

La MSA devra également appliquer ce plafond et limiter la prise en charge de cotisations en conséquence.

Je m'engage à conserver ou fournir tout document permettant de vérifier l'exactitude de la présente déclaration, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 années à compter du versement de l'aide demandée dans le présent formulaire.

J'atteste sur l'honneur que les renseignements portés sur ce formulaire sont exacts. J'autorise la MSA à communiquer ces éléments à la Commission départementale d'orientation de l'agriculture et à la Cellule d'urgence du plan de soutien à l'élevage français ainsi qu'à prendre connaissance des informations détenues par la Direction départementale des territoires et par la Cellule d'urgence.

Fait à le

Signature de l'exploitant

(Précédée de la mention "lu et approuvé")